

**MARRE DE SUBIR L'AUSTERITE !!!!!**  
**AGISSONS DANS LA GREVE LE 15 DECEMBRE 2017 !!!**

Depuis des mois, vous êtes de plus en plus nombreux à nous solliciter concernant la dégradation de vos conditions de travail, la hausse de vos charges de travail. Malgré nos multiples alertes, rien ne semble bouger, pire la situation risque encore de se dégrader. A cela au final, une seule explication : l'austérité budgétaire.

Imposée par la Mairie de Paris sur le budget spécial, gérée par la Préfecture de Police de Paris, cette austérité n'en finit plus de nous impacter. Les exemples sont nombreux et nous allons y revenir.

Cependant, notre syndicat considère d'ores et déjà qu'une ligne a été franchie. Alors que nous intervenons à tous les niveaux pour tenter d'obtenir des solutions, rien ne semble pouvoir endiguer ce mouvement. Mais devons-nous, allons-nous nous laisser faire ? Pour nous la réponse est clairement NON !!! Nous devons exiger et obtenir les moyens nécessaires à l'exercice de nos missions.

Alors même que partout les services sont en sous-effectifs, que beaucoup d'entre vous attendent des travaux pour ne serait-ce que retrouver des conditions de vie au travail convenables, on nous annonce des restrictions budgétaires drastiques pour 2018. En effet, à la faveur du transfert de certaines missions vers la Ville de Paris, celle-ci en a profité pour faire main basse sur une part considérable du budget spécial, mettant « au régime » la Préfecture de Police et plus particulièrement le reste des agents des administrations parisiennes encore en poste.

**Transfert de missions vers la Ville de Paris : OPA sur le budget spécial !!!**

Nous voici donc à un mois du transfert de 40% de nos collègues des administrations parisiennes vers la Ville de Paris. Alors que les objectifs affichés début 2016 auraient pu être louables, c'est en vérité à une véritable saignée du budget spécial que nous avons assisté. Qui peut encore douter que le financement des JO 2024 soit derrière cette opération ?

En remettant la main sur les missions du stationnement, de la circulation, de la gestion des enlèvements, la Mairie de Paris ne cache pas son souhait de faire devenir tout cela très rentable. Création du forfait post stationnement (entre 35 et 50€ en lieu et place de 17€ pour le PV), externalisation de la verbalisation du stationnement (mise en place de véhicules automatisés avec pour objectif la hausse de verbalisation), augmentation attendue de l'activité enlèvement des véhicules... On ne recule devant rien pour faire financer aux usagers parisiens la « victoire » de l'obtention des JO 2024 !!!

De plus, la Mairie de Paris semble n'avoir pas hésité à durcir les négociations autour du budget spécial pour encore augmenter son gain, quitte à mettre en grandes difficultés le reste des missions de la Préfecture de Police appuyées sur ce budget et donc nos collègues !!!!

Et pour les collègues transférés, on ne peut rien augurer de très réjouissant. Le refus de mettre en place leurs nouveaux horaires avant transfert va permettre de « négocier » en 2018 des hausses de plusieurs centaines d'heures annuelles du temps de travail à nombre de collègues. Quid de la pénibilité ???

Là-aussi, ce sont nos collègues qui par la hausse du temps de travail vont venir compenser les coupes budgétaires et le refus de recruter alors que le chômage de masse augmente toujours en France !!!

## **Accueil des demandeurs d'asile : bienvenu à l'usine !!!**

Depuis 3 ans, le nombre de demandeurs d'asile à Paris a quasiment été multiplié par 5 !! En cause la « crise migratoire » européenne. Cependant, force est de constater que cette situation est venue impacter de plein fouet la situation du centre asile sis Boulevard Ney. Hausse du nombre de demandeurs, mise en place du « guichet unique » avec l'arrivée de l'Office français d'immigration et d'intégration, mise en place des procédures « Dublin »...autant de raisons qui ont transformé le centre en une véritable usine recevant plusieurs centaines de demandeurs par jour !!!!

Face à cette situation, notre syndicat n'a cessé d'alerter :

- nécessité de réaliser des travaux afin de permettre des conditions de travail pour nos collègues et des conditions d'accueil pour les usagers dignes d'une administration moderne ;
- recrutement massif de titulaires. Actuellement la moitié des agents sont des auxiliaires dont les contrats sont renouvelés tous les 2 mois. Précarité pour les uns, surcharge de travail liée à la formation des jeunes pour les autres...ces recrutements précaires ne peuvent constituer la solution.

Pour seules réponses, nous n'avons ni calendrier pour les travaux, ni calendrier pour les recrutements. Pire, il y a quinze jours les contrats d'une vingtaine d'auxiliaires ont failli être interrompus !!!!

En cause : le manque de budget. Pas d'argent pour les travaux, pas d'argent pour recruter !!!

Ainsi, **seulement 70 recrutements sont annoncés pour l'année 2018**, toutes filières confondues !!! Lorsqu'on sait que certaines directions sont déjà en grandes difficultés....

Alors oui, les représentants de la Préfecture de Police se veulent rassurants en nous expliquant qu'ils ont « bon espoir » d'obtenir des recrutements supplémentaires sur le budget modificatif de l'été 2018. Mais admettons, cela veut dire des recrutements pour la fin de l'année alors qu'il y a urgence.

## **Préfourrière : nous ne sommes pas des cobayes !!!!**

Dans le contexte sécuritaire que nous connaissons, une nouvelle procédure de main-levée vient d'être mise en place dans les fourrières et pré-fourrières de la Préfecture de Police.

Bonne initiative sur le papier puisqu'il s'agit désormais de vérifier l'identité de l'utilisateur mais également si le véhicule récupéré n'est pas recherché. Mais là-aussi, **faute de moyens pour mettre des agents qualifiés pour faire ces vérifications sur site, nos collègues préposés se trouvent dans l'obligation de scanner les papiers de l'utilisateur, le tout étant envoyé par mail à un service chargé de faire les vérifications, là-aussi bien évidemment sans moyens supplémentaires.**

Résultats des courses, **des files d'attente à n'en plus finir et un agacement bien compréhensible des usagers.** Pour nos collègues, c'est toujours plus de stress et de risque d'agression dans un milieu déjà très anxiogène.

Malgré nos différentes alertes et courriers sur cette situation, rien n'est modifié. Pire, il semble que les directions concernées de la Préfecture de Police préfèrent faire la sourde oreille en attendant janvier 2018, date du transfert du service vers la Ville de Paris.

D'ici là, la Préfecture de Police souhaite que chaque direction réfléchisse à de nouvelles restructurations pour permettre de dégager des moyens. Autant dire que sans réactions, **il faudra se préparer à de nouveaux reculs sur nos droits...**

### Sur nos primes....

## **TMO et PPCR : le vol organisé !!!**

Comme nous vous en avons informés, la Préfecture de Police refuse d'attribuer le TMO des adjoints principaux de 2ème classe aux agents reclassés dans ce grade suite à l'application du protocole parcours professionnel, carrière, rémunération (PPCR) aux agents préalablement 1ère classe.

**C'est ainsi une perte de plus de 700€ annuelle qui est constatée pour ces fonctionnaires.**

Décision légale basée sur des motifs juridiques ? Absolument pas !! Cette opération aurait un coût d'un peu plus d'un million d'€ et la Préfecture de Police n'aurait pas l'argent pour financer la mesure.

Malgré nos demandes, l'administration campe sur ses positions.

Là-aussi nous ne devons pas nous laisser faire. Certes, notre syndicat engage le bras de fer y compris juridique mais une forte mobilisation sera à même de faire entendre notre demande au Préfet de Police qui pour rappel n'a jamais demandé à recevoir les syndicats représentatifs des agents des administrations parisiennes, ne serait-ce que par courtoisie.

### Sur notre temps de travail...

## **Temps de travail : l'excuse facile !!!**

Cette année la Mairie de Paris a décidé de supprimer la journée de fête des mères au motif de la parité....la bonne blague !!! Pourquoi ne pas avoir instauré une journée de fête des pères plutôt....Gageons que pour l'année prochaine, les risques de suppression à la Préfecture de Police sont grands !!! Parité avec nos collègues de la Ville oblige....

A la Préfecture de Police, comme cela s'est fait à la Mairie de Paris par une note du mois de juillet 2017, nos autorités souhaitent revenir sur l'organisation de travail de certains services travaillant plus de 39h par semaine. Objectif avoué : **recupérer les journées de repos compensatrices et ainsi obtenir plus de jours de présences de nos collègues sur leur lieu travail.** Ce choix « simple » permet ainsi de répondre à l'absence de recrutement. Pour nos collègues ouvriers dans les ateliers et les sections du SAI, cela correspondrait ainsi à **une perte sèche de 12 jours de repos annuels**, tout cela « compensé » par une trentaine de minutes de travail en moins quotidiennement. Lorsque l'on sait l'état de fonctionnement des transports en Ile-de-France, quel gain possible pour les salariés sur leur trajet domicile-travail ? AUCUN !!!!

## Sur nos promotions...

### **Promotion : la grande disette !!!**

Depuis des années nous nous battons pour obtenir un nombre de promotions suffisants dans tous les grades pour permettre de répondre à vos attentes légitimes.

La mise en place du ratio promu/promouvable il y a quelques années devait améliorer la situation. Pour rappel, un ratio décidé par la Préfecture de Police est appliqué au nombre de promovable d'un corps donnant ainsi le nombre de promotions possibles. **Avec des rations autour de 10-15%, l'attente va être longue pour les collègues.**

**Pire, l'administration tente de nous faire passer en priorité les plus jeunes, dont certains ne sont même pas promovables pour l'année.** Cette situation serait envisageable si le nombre de promotions était suffisant mais nous sommes loin du compte. Même si de jeunes fonctionnaires peuvent mériter une promotion eu égard à leur investissement, que dire des agents ayant plusieurs dizaines d'ancienneté et de ceux dont le nom est évoqué une année et disparaît de l'avancement l'année d'après ?

De plus, **les promotions de corps (passage de catégorie C à B ou de B à A) deviennent de plus en plus rares.**

La raison de tout cela : maîtriser la masse salariale !!! Encore l'argent...

Alors pour nous, cette situation n'a que trop duré et nous ne voulons plus être les victimes de cette austérité budgétaire. Nous ne pouvons attendre un hypothétique budget modificatif pour sortir de la situation dans laquelle nous sommes.

**C'est pourquoi nous vous appelons à cesser le travail et à vous mobiliser le 15 décembre 2017 pour la journée. Plusieurs rassemblements seront organisés pour alerter sur les situations les plus graves et nous convergerons vers la Préfecture de Police pour alerter notre administration sur notre « ras-le-bol ».**

Le prochain Conseil de Paris aura lieu du 11 au 13 décembre 2017. Le sujet principal : le vote du budget 2018 !!!!

De nombreuses initiatives vont être organisées par nos collègues de la Mairie de Paris. Allons-nous les regarder faire ou allons-nous également montrer notre mécontentement et exiger des moyens pour nos missions quotidiennes, pour nos salaires, pour nos carrières !!!

Les fonctionnaires ne sont pas une variable d'ajustement !!!!

**TOUS ENSEMBLE LE 15 DECEMBRE DANS LA GREVE**  
**ET LA MOBILISATION !!!!**